From Republican Polity to National Community : Reconsiderations of Enlightenment Political Thought

Jean-Pierre Gross

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1549>

DOI : 10.4000/ahrf.1549

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 199-201

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean-Pierre Gross, « From Republican Polity to National Community : Reconsiderations of Enlightenment Political Thought », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 337 | juillet-septembre 2004, mis en ligne le 15 février 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1549> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1549>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

From Republican Polity to National Community : Reconsiderations of Enlightenment Political Thought

Jean-Pierre Gross

RÉFÉRENCE

Paschalis M. Kitromilides (éd.), *From Republican Polity to National Community : Reconsiderations of Enlightenment Political Thought*, Oxford, Voltaire Foundation, 2003, 257 p., ISBN 0 7294 0822 1.

- 1 Issu d'une table ronde animée par le professeur Kitromilides de l'Université d'Athènes, qui s'est tenue en juillet 1999 à Trinity College (Dublin) dans le cadre du 10e Congrès international sur les Lumières, ce recueil de textes examine en long et en large les principaux courants de la philosophie politique des Lumières qui ont engendré et nourri la pensée républicaine. Parmi les spécialistes qui y ont participé, on retiendra le nom de Martin Thom, de Cambridge, qui examine les origines du libéralisme politique européen par le biais de la pensée de Madame de Staël et de Benjamin Constant (pp. 191-228), ainsi que celui de Lucian Ashworth, de Limerick, qui met en évidence l'incapacité des grands penseurs des Lumières à appliquer aux relations internationales les règles morales devant régir l'ordre politique intérieur, au point de miner l'idéal même de *l'état de droit* (pp. 110-140). Mais nous nous bornerons ici à la très stimulante contribution de Georg Cavallar, justement consacrée aux idées de Jean-Jacques Rousseau sur les relations interétatiques : « 'La société générale du genre humain' : Rousseau on cosmopolitanism, international relations, and republican patriotism » (pp. 89-109).
- 2 Chercheur à l'Institut für Geschichte de l'Université de Vienne, Georg Cavallar est déjà l'auteur d'un ouvrage paru en 2002 intitulé *The Rights of Strangers: Theories of International Hospitality, the Global Community, and Political Justice since Vitoria* (Aldershot,

2002). S'éloignant de réflexions stériles sur le caractère « potentiellement totalitaire » de la pensée politique de Rousseau, Georg Cavallar se penche sur l'incidence cosmopolite de sa notion de patriotisme civique. Rousseau était-il, comme certains auteurs l'affirment, résolument anti-cosmopolite ? Ses prises de position catégoriques pourraient le faire croire : notamment à l'égard du *commerce*, thème traditionnellement privilégié par les Lumières comme favorisant les relations réciproques et donc la paix et l'harmonie internationales. Rousseau s'en écarte et rejette cette vision d'un cosmopolitisme économique. S'inspirant de la pensée de Pufendorf interprétée par Barbeyrac, il considère la sociabilité comme un instinct de survie dans un monde hostile, comme surgissant des besoins égoïstes de l'homme, de ses faiblesses et insuffisances individuelles. Comme le précise le *Contrat social*, « nos besoins nous rapprochent à mesure que nos passions nous divisent, et plus nous devenons ennemis de nos semblables moins nous pouvons nous passer d'eux ». Kant, à son tour, traitera de cette « sociabilité asociale » qui découle du comportement égoïste des particuliers.

- 3 Approche peu optimiste de la réciprocité, que celle de Rousseau ! À ses yeux, loin de contribuer à l'harmonie internationale, la conception juridique d'une « société générale du genre humain », fondée sur les intérêts économiques, ne peut aboutir qu'à un état anarchique, d'inspiration hobbesienne. Même s'il critique certains aspects de la pensée de Hobbes comme absurde, Rousseau partage bien sa notion d'anarchie et dénonce l'idée d'une société de besoins mutuels basée sur la sociabilité asociale, illusion et caricature à ses yeux. En revanche, l'idée d'une volonté générale impartiale lui paraît prometteuse. Le christianisme, qui a su populariser « les saines idées du droit naturel et de la fraternité commune de tous les hommes », laisse pointer la possibilité d'un cosmopolitisme moral authentique. Georg Cavallar souligne que Rousseau part toujours de la base, celle d'une communauté régie par des lois justes, d'une petite république où les citoyens font l'apprentissage de la volonté générale, pratique qui leur inculque vertu civique et patriotisme, préalable de l'évolution de l'amour réel de l'humanité tout entière. C'est l'une des leçons, peut-être la plus essentielle, impartie à Émile : « Parvenir à généraliser ses notions individuelles, sous l'idée abstraite d'humanité, et joindre à ses affections particulières celles qui peuvent l'identifier avec son espèce ».
- 4 Concrètement, comme on le sait, Rousseau s'est penché sur deux communautés, celles de la Corse et de la Pologne, lesquelles, dans le contexte d'États européens caractérisés par des relations anarchiques, n'ont d'autre choix que l'insularité et une forme défensive du patriotisme. Dépassant les réflexions de l'abbé de Saint-Pierre sur la paix perpétuelle, Rousseau considère la société européenne, sous l'emprise de rois assoiffés d'absolutisme et usurpateurs de leurs peuples opprimés, comme assujettie à la tension, au conflit, à la violence. Il exprime son indignation morale devant le carnage provoqué par les guerres. Comment croire à la diplomatie, au droit des gens, dans un monde où les individus sont déchirés entre l'oppression à l'intérieur de leurs frontières et l'anarchie à l'extérieur, entre la *tyrannie* et la *guerre*, les « deux plus grands fléaux de l'humanité » (*Émile*) ? Comment en sortir ? Dans son projet de constitution pour la Corse, Rousseau entrevoit la paix assurée grâce à l'*isolement* de l'État corse et à l'*autarcie* d'une communauté agricole. Dans ses considérations sur le gouvernement de Pologne, il préconise une *légitime défense* non-provocatrice, fondée sur le patriotisme républicain polonais. Dans les deux cas, il voit évoluer la vertu civique et l'amour de la patrie comme liens qui unissent les citoyens et les poussent à éviter le conflit avec l'étranger en conduisant une politique pacifique *isolationniste*. Les citoyens-soldats serviraient en tout cas de remparts et de force de dissuasion aux adversaires éventuels. Loin de

prêcher le *nationalisme*, Rousseau considère le patriotisme défensif comme parfaitement adapté à la Pologne, vivant dans un environnement international hostile, et menacée de partage.

- 5 Un tel patriotisme républicain défensif paraît compatible, aux yeux de Georg Cavallar, avec un véritable cosmopolitisme moral. Sans doute, la difficulté réside-t-elle dans la formation des citoyens et dans l'inculcation volontariste de la vertu civique. Forcer les citoyens d'être libres pose un problème de mise en application : Kant, pour sa part, engagera ses lecteurs à ne jamais, au grand jamais, *imposer* la moralité et la vertu civique. Georg Cavallar nous engage à lire Rousseau sans penser aux origines de la Terreur révolutionnaire, ni au 1984 de George Orwell, mais plutôt au lessivage subliminal des cerveaux et aux manipulations du *Meilleur des mondes* de Aldous Huxley. Surtout, estime-t-il, Rousseau peut nous aider à mieux comprendre les enjeux de la théorie politique moderne, notamment le débat des années 1980 et 1990 entre les libéraux cosmopolites et les communautaristes. Force nous est de rechercher l'équilibre entre l'idée floue d'une société civile mondiale et l'attachement à une communauté particulière, entre l'individualisme excessif où les gens « vivent ensemble sans aucune véritable union » (*Du contrat social*) et le nationalisme agressif. Si l'absence d'un tel équilibre a pu nous coûter cher, Georg Cavallar nous conseille sagement de ne pas blâmer Rousseau pour tous nos maux contemporains.